

FRANCE

Le ton monte aux Antilles françaises, paralysées par la grève générale

Le ton monte aux Antilles françaises après près de quatre semaines de grève générale contre «la vie chère», alors que les négociations sont dans l'impasse et que le gouvernement a promis de faire respecter «l'Etat de droit».

En Guadeloupe, où a été lancé il y a près d'un mois le mouvement de grève générale, des milliers de manifestants — 9 000 selon la police, 50 000 selon les organisateurs — ont défilé samedi soir (heure locale), dénonçant le choix de la «répression» et l'emprise de la minorité blanche sur l'économie locale.

«La Guadeloupe c'est à nous, la Guadeloupe, ce n'est pas à eux», ont-il scandé, visant les «békés», minorité blanche descendant des colons, et «les gros» propriétaires et entrepreneurs. Elie Domota, porte-parole du «collectif contre l'exploitation» (LKP), à l'origine de la mobilisation, a accusé les autorités d'appeler à la «répression». Tout en assurant que l'Etat aiderait les économies des départements d'outre-mer à «amener des réponses sociales», le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo a assuré samedi que le gouvernement serait «très rigoureux pour faire respecter l'Etat de droit». «Aujourd'hui, vu le nombre de gendarmes qui sont arrivés en Guadeloupe armés jusqu'aux dents, l'Etat français a choisi sa voie naturelle : celle de tuer les Guadeloupéens comme d'habitude», a affirmé Elie Domota. La manifestation avait été organisée symboliquement au Moule, une petite commune côtière qui a été le lieu d'une répression sanglante des



La manifestation du 14 février au Moule.

planteurs de canne à sucre il y a 57 ans, jour pour jour. Quatre ouvriers y avaient été tués par les forces de l'ordre en 1952, lors d'une manifestation pour réclamer une augmentation de leurs revenus. La Guadeloupe, où s'est déclenché le mouvement de grève contre la vie chère, est paralysée depuis le 20 janvier.

Le mouvement a ensuite gagné la Martinique, une autre île des Antilles françaises et a commencé à se propager à la Réunion (Océan indien). Le bras de fer se durcit, malgré l'appel d'élus locaux socialistes à un assouplissement. Les autorités ont réquisitionné des dizaines de stations-service pour faire reprendre

en Guadeloupe la distribution d'essence, et fait rouvrir samedi un hypermarché sous la protection des forces de l'ordre.

La députée (Parti radical de gauche) de la Guyane française, Christiane Taubira, qui participait à la manifestation, a dénoncé un système de «castes».

En Guadeloupe, «on frôle l'apartheid social», avec un système où «une caste détient le pouvoir économique et en abuse», a-t-elle affirmé dans un entretien au *Journal du Dimanche*. En Guadeloupe, comme en Martinique, ce sont toujours quelques familles blanches, descendantes des colons et esclavagistes, qui contrôlent la majeure partie de

l'économie. Les négociations menées en Guadeloupe par Yves Jégo ont été rompues cette semaine, après le refus de Paris d'assurer par des exonérations de charges une hausse des bas salaires de 200 euros, que réclament les grévistes ainsi que la baisse de prix des biens de première nécessité.

Le gouvernement a renvoyé cette question à des négociations entre partenaires sociaux. Le président Nicolas Sarkozy s'est exprimé vendredi pour la première fois sur ce conflit, annonçant la mise en place d'un conseil interministériel chargé de faire des propositions sur la «rénovation» de la politique de l'Etat en Outre-mer.

Photos : DF

IRAK

Les ex-militaires de Saddam invités à revenir au pays

L'Irak appelle les anciens militaires ayant servi sous Saddam Hussein à revenir au pays ou au moins à se manifester pour toucher leur retraite, dans le cadre de la réconciliation nationale, a déclaré hier le porte-parole du ministère de la Défense.

Ce ministère va dépêcher des émissaires auprès des ambassades d'Irak dans cinq pays arabes (Egypte, Yémen, Syrie, Jordanie et Emirats arabes unis) pour entrer en contact avec les anciens militaires qui s'y trouvent depuis la chute du régime de Saddam en 2003, a affirmé le général Mohammed al-Askari à l'AFP. «La décision du ministère vise à réaliser la réconciliation nationale» et à «régler la question des membres de l'ancienne armée», a-t-il affirmé.

Les anciens militaires, «sans exception», auront un mois pour soit faire valoir leurs droits en termes de retraite, soit réintégrer l'armée, selon M. Askari. Cette mesure ne concerne toutefois pas les «Feddayin de Saddam», l'ancien

garde rapprochée d'Oudaï, fils redouté de Saddam Hussein. Le nombre des militaires se trouvant dans les cinq pays cités est estimé à 23 000, dont 9 000 officiers, selon un autre responsable du ministère de la Défense.

L'ancienne armée comptait 450 000 soldats, dont 50% sont revenus au sein de l'actuelle armée ou sont aujourd'hui retraités, d'après lui. Le 23 mai 2003, l'administrateur civil américain Paul Bremer avait décrété la dissolution de l'armée irakienne. Près de trois mois plus tard, il avait été décidé de constituer une nouvelle force militaire débarrassée des membres de l'ancien parti au pouvoir, le Baas.

Mais, rapidement, les autorités s'étaient aperçues qu'elles avaient besoin des compétences des officiers qui avaient été chassés. Samedi, le responsable de la commission de débaâssification, Ahmad Chalabi, a appelé d'anciens cadres du Baas à se présenter pour toucher leur retraite. La débaâssification fut le premier décret pris par Paul Bremer.

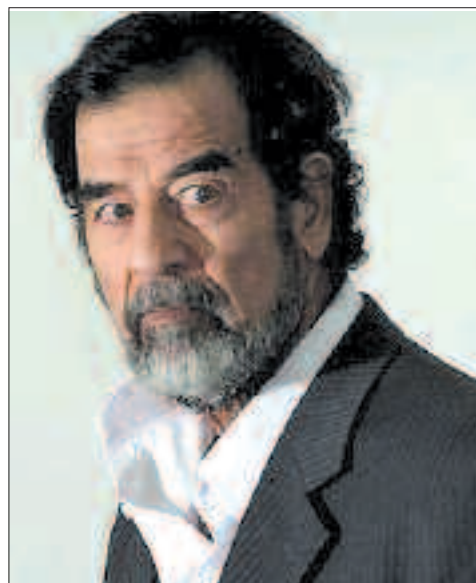
KERBALA

Sécurité renforcée pour un grand pèlerinage chiite

La police et l'armée irakiennes se sont déployées en masse dans la ville sainte chiite de Kerbala, pour prévenir tout attentat pendant un important pèlerinage, a indiqué hier à l'AFP le chef de la police de la province de Kerbala.

Des millions de personnes ont convergé vers Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad, pour célébrer aujourd'hui l'Arbaïn, le quarantième jour après l'Achoura qui commémore le martyr en 680 de Hussein, petit-fils du Prophète Mahomet et fils de l'imam Ali. En une semaine, 46 personnes ont été tuées dans quatre attentats

visant des pèlerins chiites. «Les forces de la police et de l'armée sont en alerte», a affirmé Ali Jassem Mohammed. «Environ 30 000 policiers et militaires, un certain nombre de policiers en civil et des snipers (...) ont été déployés», a-t-il précisé, ajoutant que des caméras de surveillance avaient aussi été installées dans la province. «Nous avons déployé nos forces à tous les points d'entrée et de sortie de Kerbala et sur les itinéraires empruntés par les pèlerins pour arriver» dans la ville sainte, a-t-il dit. D'après lui, la police anti-émeutes sera également présente autour des lieux saints de la ville,



qui abrite les mausolées de l'imam Abbas et de l'imam Hussein. Près de 1 500 policières seront en outre chargées de fouiller les femmes. Vendredi, 35 personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont péri près d'Iskandariyah, à 40 km au sud de Bagdad, lorsqu'une kamikaze a fait exploser sa charge en plein milieu d'une tente où se restauraient des pèlerins se rendant à pied à Kerbala. Le gouverneur de la province de Kerbala, Akil al-Khazali, a indiqué hier que 150 000 pèlerins étrangers, venus notamment d'Arabie saoudite, d'Egypte et du Liban, se trouvaient dans la ville.

CISJORDANIE

Grève contre des retards dans le versement des salaires

Des dizaines de milliers de fonctionnaires palestiniens observaient hier une journée de grève pour protester contre un retard de deux semaines dans le versement de leur salaire, a indiqué leur syndicat. «La grève est totale, 100% des institutions gouvernementales y participent», a affirmé à l'AFP Bassem Zakarna, le chef du syndicat des fonctionnaires.

«La grève d'aujourd'hui est un avertissement, c'est un appel lancé aux pays arabes et aux donateurs pour qu'ils aident l'Autorité palestinienne», a-t-il ajouté.

Le Premier ministre, Salam Fayyad, a affirmé ces derniers jours que l'Autorité palestinienne était confrontée à des difficultés financières à la suite de grandes dépenses effectuées du fait de l'offensive israélienne de trois semaines dans la bande de Ghaza. Plus de 1 300 Palestiniens et 13 Israéliens ont été tués au cours de cette offensive et des milliers de maisons ainsi que des usines ont été détruites.

Le gouvernement de Cisjordanie continue de payer les salaires de 77 000 fonctionnaires de Ghaza alors que les forces loyales au président Mahmoud Abbas ont quitté le territoire côtier lors de la prise de pouvoir par la force du Hamas, en juin 2007.

Environ 165 000 fonctionnaires travaillent pour l'Autorité palestinienne, en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza.

INDE-PAKISTAN

New Delhi n'a pas reçu de demande officielle d'Islamabad sur la remise de l'un des suspects des attaques de Bombay

L'Inde n'a pas reçu de demande officielle de la part du Pakistan sur la remise d'Ajmal Kasab, le seul survivant des suspects présumés des attentats de Bombay, a indiqué hier le ministère indien des Affaires étrangères.

En réponse aux allégations des médias locaux selon lesquelles le Pakistan a insinué qu'il pourrait demander à l'Inde le transfert de Ajmal Kasab, un des auteurs présumés des attaques de Bombay, le ministre indien des Affaires étrangères, Pranab Mukherjee, a affirmé que son pays n'a «pas encore reçu une telle demande (depuis le Pakistan)».

Sur ce point, le ministre pakistanais de l'Intérieur, Rehman Malik, a déclaré samedi que son pays pourrait appeler New Delhi à lui remettre Ajmal Kasab, si besoin est, pour les enquêtes. Par ailleurs, un responsable du ministère indien des Affaires étrangères, cité par les médias indiens, a indiqué, de son côté, que l'Inde rejeterait toute demande de ce genre. «Le crime a été commis en Inde. Il n'est pas question de leur transférer Kasab», a assuré ce responsable qui insiste sur l'obligation pour Islamabad de remettre aux autorités indiennes les suspects qu'elle avait arrêté. A rappeler que Ajmal Kasab est l'un des huit suspects recherchés par l'Agence d'investigation fédérale pakistanaise pour implication dans les attentats de Bombay, ayant fait 172 morts.